

DEVELOPPEMENT-AFRIQUE:

L'Afrique pourrait être confrontée à des siècles de pauvreté

BRUXELLES, 09 janvier (IPS)

Une extrême pauvreté continuera par anéantir l'Afrique subsaharienne pendant encore 200 années à moins que l'action pour la maîtriser soit intensifiée, souligne un nouveau rapport.

'Social Watch', un réseau de groupes de campagne, a conçu une mesure dénommée *les indices fondamentaux de capacité* pour évaluer le niveau de pauvreté à travers le monde.

Son dernier rapport indique que 80 pays -- hébergeant la moitié de la population mondiale -- évoluent difficilement lorsqu'on considère trois critères : le nombre d'enfants qui meurent avant leur cinquième anniversaire, la proportion des enfants qui terminent l'enseignement primaire, et la proportion de naissances qui sont suivies par des sages-femmes formées ou d'autres professionnels de la médecine.

Seulement 16 de ces pays ont enregistré une amélioration remarquable depuis 2000. Bien que les pays faisant des progrès dont l'Inde, hébergent 1,6 milliard de personnes, une régression a été enregistrée dans d'autres avec une population combinée de 150 millions d'habitants. La dernière catégorie comprend le Tchad, le Niger, le Malawi, le Bénin et le Yémen, alors que le Bangladesh, l'Ouganda, le Nigeria, Madagascar et le Ghana ont été listés comme des pays en stagnation.

Pendant qu'une grande partie de l'Afrique subsaharienne a enregistré une forte croissance économique au cours des dernières années, cela n'a pas été traduit en une baisse considérable des niveaux de pauvreté. Dans l'état actuel des choses, les besoins fondamentaux de millions d'Africains ne seront pas satisfaits avant le 23ème siècle, avec beaucoup de gouvernements s'efforçant d'honorer les promesses qu'ils ont faites. La Zambie, par exemple, a entrepris de fournir gratuitement des soins de santé de base à tous les citoyens. Pourtant, le pays continue de présenter l'un des taux d'espérance de vie les plus bas sur la planète.

Roberto Bissio, coordonnateur de 'Social Watch', a prédit que la crise qui s'est emparée du capitalisme international en 2008, compliquera davantage les choses. *Les pays pauvres vont très vraisemblablement souffrir très sérieusement d'une crise qu'ils n'ont pas en réalité provoquée*, a-t-il affirmé, indiquant que les sources d'argent cruciales telles que les envois de fonds de la part des émigrés vont probablement baisser.

Selon Bissio, l'une des réactions les plus appropriées des gouvernements serait de développer une réponse plus cohérente à la réalisation des droits humains, notamment ceux ayant une dimension économique et sociale.

Il a déclaré qu'au cours des 20 dernières années, des organismes internationaux ont été enthousiastes à promouvoir les 'droits' des entreprises à s'implanter partout dans le monde, interdisant aux Etats pauvres *de leur imposer des conditions qui contribuent au développement des pays hôtes*

Des règles d'investissement relâchées ont souvent signifié que de grandes entreprises paient une petite taxe aux autorités des pays où elles opèrent.

Selon la Banque mondiale, environ 800 milliards de dollars de capitaux exempts de taxes quittent chaque année des pays pauvres ou des économies en transition.

Selon le Réseau pour la justice des impôts (Tax Justice Network), un système international d'échange d'informations sur comment les taxes sont payées par les entreprises devrait être mis en place. L'Union européenne (UE) dispose déjà d'un tel système pour ses 27 Etats membres, mais avec d'importantes lacunes. Les Européens souhaitant cacher de l'argent aux autorités fiscales peuvent simplement le faire dans des paradis tels que Singapour, par exemple.

Ana Gomes, un membre socialiste portugais du Parlement européen, a déploré que le gouvernement de centre-gauche de Grande-Bretagne continue de résister aux efforts visant à mettre fin aux paradis fiscaux afin de protéger la ville de Londres, le district financier de Londres. Selon elle, les discussions prochaines sur la réforme de l'économie mondiale, telles que les rencontres du groupe G20 des économies dirigeantes du monde, doivent se débattre avec les problèmes y afférents.

Les paradis fiscaux constituent une source d'inégalité, a-t-elle ajouté. Il n'existe aucun moyen par lequel les règles (de finance internationale) vont être réécrites d'une manière sensible si les paradis fiscaux ne sont pas bannis.

Reed Brody, un militant de 'Human Rights Watch', a déclaré que c'était *ahurissant* que 60 pour cent des pays du monde n'aient fait aucun progrès au cours des dernières années en élargissant l'accès des femmes à l'éducation. Il a appelé à un investissement accru dans la réalisation des droits fondamentaux comme faisant partie d'un *paquet de stimulants des droits humains*.

Lorsque vous libérez les femmes de la discrimination et de la mauvaise santé dont elles sont victimes dans leurs vies quotidiennes, vous détachez les pouvoirs de la moitié de l'humanité à contribuer à la croissance économique, a-t-il indiqué.

Simon Stocker de 'Eurostep', une alliance de groupes anti-pauvreté, a déclaré que les activités d'aide au développement de l'UE portent plus l'attention sur les opportunités d'investissement pour les entreprises occidentales dans les pays pauvres que sur les besoins de santé et d'éducation. Des 70 plans d'aide élaborés par les officiels de l'UE pour l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique, la santé et l'éducation ont été identifiées comme des priorités dans moins de 10 cas chacune.

Parce que L'Union européenne est elle-même construite autour d'une approche économiquement libéralisée du développement, cela est en partie en train d'être automatiquement exporté (dans ses activités d'aide), a-t-il dit. Il apparaît plus comme si l'Union européenne est en train promouvoir ses propres intérêts commerciaux plutôt que le développement économique (bénéficiaire de l'aide) des pays eux-mêmes.

David Cronin pour IPS - Inter Press Service (Afrique du Sud)